

distingués représentants de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. Ma délégation s'est employée et continuera de s'employer à la réalisation d'un accord qui soit fondé sur ces solutions et sur les principes que j'avais énoncés dans mon allocution de clôture à Ottawa.

Je voudrais maintenant examiner le concept "Cieux ouverts" dans une perspective plus générale. Lorsqu'il avait été proposé par le président Eisenhower en 1955, ce concept visait à mettre fin à la méfiance et à la suspicion du passé, et à susciter de nouvelles possibilités d'ouverture dans les relations Est-Ouest. Tel qu'il a été repris par le président Bush, il est certes plus ambitieux par sa portée et par la participation qu'il suppose, mais il représente une transition relativement moins abrupte qu'en 1955.

Aujourd'hui, contrairement à 1955, les satellites traversent le ciel de tous nos pays sans que leur vol soit entravé par des règles sur les capteurs, les quotas, les plans de vol, ou par des restrictions territoriales. Le principe des inspections sur place a été accepté dans le Document de Stockholm et renforcé dans le Traité FNI. Le distingué ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Édouard Chevardnadze, a affirmé aux ministres rassemblés en mars 1989 pour donner le coup d'envoi aux négociations FCE que son pays était

disposé à accepter toutes mesures de vérification de caractère intrusif sous réserve de réciprocité. Nous négocions activement une réduction des armements conventionnels en Europe qui nous conduira à la parité en deçà des niveaux actuels de la structure des forces de l'OTAN. Nous sommes prêts à entamer des négociations sur les SNF dès que nous aurons mis au point l'accord FCE. Nous comptons aussi conclure un traité sur les armes chimiques. Enfin, nous espérons que les É.-U. et l'URSS parviendront à s'entendre sur une réduction des armes nucléaires stratégiques.

Les barrières physiques et psychologiques qui coupaient l'Europe en deux sont tombées. L'Europe de l'Est s'est ouverte dans une mesure que nul ne prévoyait il y a un an à peine. Lors de la Conférence d'Ottawa, les ministres ont salué la conclusion d'un accord fixant des plafonds aux forces américaines et soviétiques stationnées en Europe hors du territoire national. À Ottawa encore, six pays ont convenus d'un processus pour régler les aspects internationaux de l'unification de l'Allemagne.

Aucun de ces facteurs n'existait au moment où le président Eisenhower avait lancé l'idée des "Cieux ouverts". En fait, beaucoup de ces événements se sont produits après que le président Bush eut fait sa proposition en mai dernier.

Ces développements ont amené certains à conclure que le concept "Cieux ouverts" est devenu superflu, qu'il a été dépassé par les événements. Le Canada ne l'entend pas ainsi. Mais pour ceux qui ont ce point de vue, je rappellerai que M. Chevardnadze a affirmé à Ottawa que rien n'est excessif lorsqu'il s'agit de vérification.

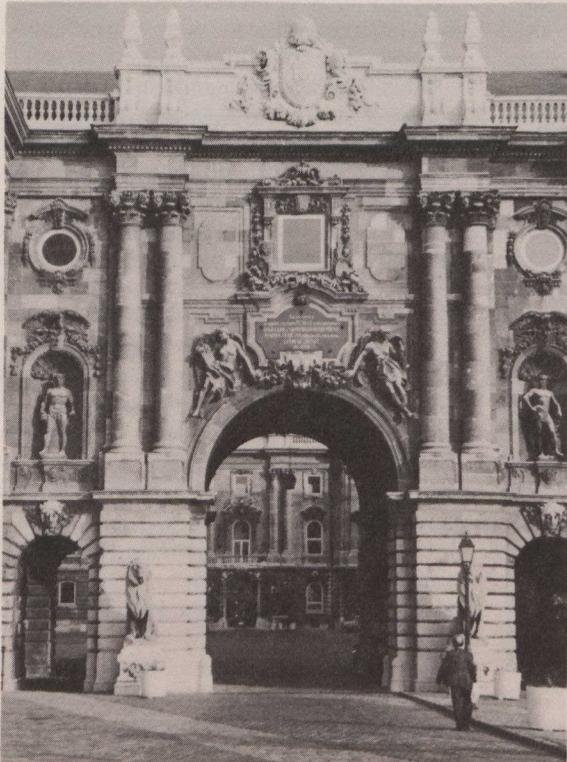
J'ai aussi entendu dire que le blocage du dossier "Cieux ouverts" était le prix exigé par certains éléments de l'armée d'un pays pour accepter de faire des concessions sur d'autres plans. On pourrait en déduire soit que les militaires peuvent être achetés pour relativement peu de chose, si l'on songe à d'autres décisions plus fondamentales déjà prises, soit, ce qui est plus sérieux, que les détracteurs du concept "Cieux ouverts" s'opposent à la *glasnost* aérienne et à tous les principes qui la sous-tendent. La *glasnost* ne saurait survivre lorsque la

crainte et la suspicion incite un pays à ouvrir son ciel seulement à ses propres avions, et encore en limitant à deux par mois le nombre des survols pouvant être effectués.

Le concept "Cieux ouverts" est un élément essentiel du nouvel ordre de sécurité que nous cherchons à établir pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Cet ordre nouveau, nous devons l'ériger sur un fondement solide – celui de l'ouverture. Il ne saurait y avoir de maison commune européenne si certains pays, loin de susciter la confiance, maintiennent des zones d'ombre propres à alimenter la suspicion. Le nouvel ordre de sécurité en Europe ne saurait reposer sur le vieux concept de la seule puissance militaire. L'assurance et la stabilité qui procèdent de l'ouverture offrent, quant aux intérêts de sécurité de chaque pays, une protection meilleure et plus durable que les obstacles artificiels, les craintes et les soupçons associés au régime antérieur.

Dans cette dernière décennie du millénaire, nous nous efforçons de jeter les bases d'un monde meilleur, d'un monde plus sûr. Ne nous laissons pas détourner de notre objectif par ceux qui voudraient se raccrocher aux notions du passé. Nous devons pouvoir compter sur un avenir d'ouverture afin que règnent la confiance et la compréhension. Le concept "Cieux ouverts", outre qu'il renforce la confiance, a le mérite de placer sur le même pied les participants européens et nord-américains. Nous ne recherchons aucun avantage. En fait, le Canada est prêt à accepter que les survols fassent appel à des moyens tout aussi intrusifs que ceux que nous préconisons pour la vérification aérienne de l'accord FCE. Ne bornons pas notre perspective à ce qui était possible en 1986 à Stockholm ou en 1988 lors de la conclusion du Traité FNI. Nous sommes dans une ère nouvelle. Nous devons adopter des mesures de renforcement de la confiance qui, comme les survols envisagés, soient dynamiques et non pas statiques.

De retour dans nos capitales respectives, des décisions politiques fondamentales devront être prises. Il nous faut tous y réfléchir. Pour qu'une négociation réussisse, il faut que chacun fasse des concessions sans pour autant se sentir désavantagé. Nous espérons que la hauteur de vues qui a conduit nos maîtres politiques à adopter bon nombre des mesures que j'ai mentionnées tout à l'heure prévaudra également dans ce dossier. Le plus tôt sera le mieux.



Détail de l'ancien palais impérial à Budapest.